

Elle a osé le faire !

La Présidente de l'Assemblée Nationale Yaël Braun-Pivet a osé nommer Dominique Voynet, ancienne Ministre de l'Environnement, au sein d'une instance extra-parlementaire indépendante, le Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN), et elle a également osé déclarer que cette nomination résultait d'un « *accord unanime entre les groupes parlementaires* » .

Ou elle ment ou ils sont tous devenus fous !

Rappelons le tristement célèbre parcours politique de Mme Voynet, actuellement redevenue Député du Doubs (*grâce au désistement au second tour du candidat macronien*), Ministre de l'Environnement sous Jospin de 1997 à 2001 malgré son score pitoyable aux élections présidentielles de 1995 (3.3%), tentative qu'elle réitérera en 2007 (1.57%) .

C'est elle qui a délibérément, ***en mentant à Lionel Jospin***, sabordé le nucléaire français, comme l'ont rappelé, il y a deux ans, le Président et le Rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire visant à établir les « *raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France* ».

La « ***fossoyeuse du nucléaire français*** » qui aurait dû être traduite devant la Haute Cour de Justice de la République, médecin-anesthésiste particulièrement incompétente sur les questions de l'atome n'est guidée que par son positionnement idéologique et dogmatique en faveur d'une écologie punitive ! Elle avait même osé déclarer après la réunion de l'UE à La Haye en 2000 : « *J'avais reçu mandat de tout faire pour que le nucléaire soit exclu de la liste des énergies fossiles* ».

Mais après un incroyable mensonge, organisé de pair avec son homologue britannique, lors de cette réunion, vaste sourire aux lèvres, elle se félicita, avec prétention, avoir grugé son Premier Ministre et œuvré à exclure le nucléaire des « *technologies retenues au titre des mécanismes de développement propre MDP* » (et des financements dont la France aurait ainsi pu bénéficier).

Elle poussa le cynisme jusqu'à ajouter : « *Il fallait que j'aie l'air désolée de ce qui s'était passé. Ce qui m'a aussi interdit de revendiquer ça auprès de mes camarades verts.* ».

Mais elle n'en était pas à son coup d'essai.

C'est elle en effet qui après de nombreuses manifestations violentes orchestrées par les Écolos avait réussi à faire arrêter en 1998 le fameux projet Superphénix de Creys-Malville qu'elle avait présenté comme une « *folie des grandeurs* » et « *une mauvaise appréciation des besoins d'électricité du pays* » !

On mesure aujourd'hui l'inanité de ces propos et les conséquences irréparables pour la France de cette manipulation, orchestrée secrètement, selon l'ancien Président d'EDF Henri Proglio lors d'une audition parlementaire, par « *la lutte acharnée des Allemands contre le nucléaire français et pour le démantèlement d'EDF* ».

On savait en effet depuis longtemps que les Verts allemands à travers des montages occultes de sociétés écrans, étaient financés par Gazprom pour maintenir la dépendance européenne vis-à-vis du gaz russe importé (alors que le sol européen regorge de gaz de schiste et que le nucléaire civil pouvait apporter des solutions peu coûteuses dont l'absence se fait aujourd'hui cruellement sentir).

C'est ainsi qu'à travers eux (les Verts allemands), les écologistes belges et français bénéficièrent d'importants subsides et que, selon Fondapol, le nucléaire attesta le mieux de l'incompréhensible duplicité de ces organisations qui, ne jurant que par la réduction des émissions de CO₂, les mettent toujours en avant lorsqu'on parle d'énergies renouvelables (*oubliant qu'elles sont intermittentes et obligent à maintenir des centrales à charbon ou à gaz*) mais jamais lorsqu'il est question d'énergie nucléaire dont j'ai pourtant démontré dans des éditos précédents les irremplaçables qualités, les immenses perspectives d'avenir et, désormais, la plus parfaite innocuité !

Cette terrible constatation n'exonère ni la Droite, ni la Gauche de toute responsabilité dans la sortie partielle du nucléaire (responsabilité propre d'EDF, d'AREVA, échec de l'EPR, vente de GDF à Engie).

Les Gouvernements successifs ont maintenu l'adhésion au marché unique même s'il a démontré après la mise en œuvre de l'Euro qu'il nous était de plus en plus défavorable, creusant chaque année davantage le déficit du commerce extérieur de la France ! Nous avons de plus accepté sans discuter le monopole intégrant les services publics en réseau, la délégation de la régulation à Bruxelles, la transposition des directives européennes et l'ouverture du marché aux exploitants

alternatifs qui, sans avoir à investir, se sont littéralement gavés et se gavent encore !

Sous la pression des écologistes français, Hollande était prêt à fermer le parc nucléaire pour grappiller quelques voix. Tchernobyl et Fukushima ont été montés en épingle en se gardant bien d'en expliquer les causes, pendant que les Think Tanks allemands et les ONG antinucléaires françaises poursuivaient leur guerre d'influence pour un objectif dément de mix énergétique à 50/50 à l'horizon 2025, puis 2030 !

L'interminable chantier de l'EPR n'a pas arrangé les choses et les constructeurs français ont perdu leur inestimable savoir-faire, des ingénieurs en génie nucléaire aux soudeurs de cuves !

Les obligations d'achat d'électricité par EDF à un tarif imposé très supérieur au coût de notre électricité nucléaire ont profité honteusement à ces « exploitants alternatifs » prêts à tous les lobbying pour maintenir leurs avantages injustifiés.

Jospin puis Hollande puis Macron ont adopté progressivement des dispositions moins favorables au nucléaire même si l'indiscutable malveillance allemande qui ne voulait pas d'une industrie française plus compétitive, grâce au coût réduit de son énergie, se retourne aujourd'hui contre eux depuis le sabotage de Nord Stream II.

Ne leur souhaitons pas néanmoins d'avoir eux-aussi une Dominique Voynet qui s'acharnera à les décourager de revenir à une énergie nucléaire encore meilleure (Réacteurs à neutrons rapides, centrales au Thorium, et demain, IThER)

